

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/KOR/14

14 novembre 1997

(97-5009)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées par la COMMUNAUTE EUROPEENNE¹ concernant la notification de mise à jour de la COREE²

La Mission permanente de la Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 novembre 1997.

I. PROGRAMMES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE NOTIFICATION

Question

a) Réserves pour pertes à l'exportation

Bien que la Corée ait affirmé dans sa notification complète et dans sa réponse aux questions de la Communauté que ce programme serait progressivement éliminé conformément aux dispositions de l'article 27 de l'Accord de l'OMC sur les subventions, elle déclare que le montant total des subventions est passé de 255 KPW à 386 KPW (100 millions). Il convient de souligner que la Corée a expressément indiqué que le montant de la subvention pour ce programme ne serait pas augmenté (G/SCM/Q2/KOR/9, page 7). Même si la Corée pouvait invoquer le traitement spécial au titre de l'article 27, la Communauté considère que cette augmentation constitue une violation de l'article 27.4. Selon cet article, "un pays en développement ne relèvera pas le niveau de ses subventions à l'exportation". A cet égard, la Communauté demande à la Corée d'expliquer pourquoi le montant total de la subvention a été augmenté.

b) Réserves pour le développement des marchés étrangers

Bien que la Corée ait affirmé dans sa notification complète et dans sa réponse aux questions de la Communauté que ce programme serait progressivement éliminé conformément aux dispositions de l'article 27 de l'Accord de l'OMC sur les subventions, elle déclare que le montant total des subventions est passé de 285 KPW à 478 KPW (100 millions). Il convient de souligner que la Corée a expressément indiqué que le montant de la subvention pour ce programme ne serait pas

¹G/SCM/Q2/KOR/13.

²G/SCM/N/25/KOR.

augmenté (G/SCM/Q2/KOR/9, page 7). Même si la Corée pouvait invoquer le traitement spécial au titre de l'article 27, la Communauté considère que cette augmentation constitue une violation de l'article 27.4. Selon cet article, "un pays en développement ne relèvera pas le niveau de ses subventions à l'exportation". A cet égard, la Communauté demande à la Corée d'expliquer pourquoi le montant total de la subvention a été augmenté.

Réponse

Les programmes Réserves pour pertes à l'exportation et les Réserves pour le développement des marchés étrangers permettent d'accorder des reports d'impôt partiels et temporaires aux exportateurs. Ils ont été créés pour dédommager les sociétés qui exportent de leurs pertes, et le montant des réserves, dans la limite du plafond fixé par la loi, a été laissé à l'appréciation de chaque société exportatrice. Il convient donc de préciser que ces deux programmes n'offrent pas d'indemnisation directe, par exemple sous forme de sommes d'argent versées aux exportateurs.

L'utilisation accrue de ce système n'est pas due à des modifications du contenu des lois pertinentes, mais plutôt au fait que les sociétés exportatrices y ont plus souvent recours, selon la marge d'appréciation qui leur est laissée et dans la limite du plafond fixé par la loi. Il semble que les exportateurs y recourent davantage en prévision de l'abrogation prochaine de ce système avant la fin de 1998.

Il n'y a donc pas lieu de considérer que le gouvernement coréen a violé l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.